



KPMG SA
Rue de la Terre Victoria
Parc Edonia
35768 Saint Grégoire

Association UIMM 35-56

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Association UIMM 35-56
2 allée du Bâtiment - 35016 RENNES CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Rue de la Terre Victoria
Parc Edonia
35768 Saint Grégoire

Association UIMM 35-56

2 allée du Bâtiment - 35016 RENNES CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association UIMM 35-56,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UIMM 35-56 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'UIMM 35-56 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le comité directeur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint-Grégoire, le 23 juin 2025

KPMG SA



Antoine Le Penven

Associé

Association UIMM 35-56

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

Bilan Actif

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL				
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
	Immobilisations corporelles	Inst.techniques, mat.out.industriels	179 412	175 173	4 238	12 394
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL		179 412	175 173	4 238	12 394	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés	319 805		319 805	524 285	
	Prêts					
	Autres	403 000		403 000	138 000	
TOTAL		722 805		722 805	662 285	
Total I		902 217	175 173	727 044	674 679	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	189 048		189 048	236 062
		Créances reçues par legs ou donations	8 130		8 130	8 130
		Autres	386 088		386 088	487 700
		TOTAL	583 267		583 267	731 893
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	1 811 424		1 811 424	1 739 794
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾					1 304	
Total II		2 394 692		2 394 692	2 472 992	
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		3 296 909	175 173	3 121 736	3 147 672	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Bilan Passif

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	166 160	166 160
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	2 529 013	2 387 486
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-21 741	141 527
	Situation nette (sous-total)	2 673 431	2 695 173
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		2 673 431	2 695 173
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	36 500	90 000
Total II		36 500	90 000
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	272 181	227 016
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	2 821	3 480
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	134 442	89 817
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	2 359	42 184
Total IV		411 805	362 498
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		3 121 736	3 147 672
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de résultat

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	1 845 813	1 700 154
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	143 000	144 525
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	319 380	436 340
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	11 794	6 756
	Utilisations des fonds dédiés	90 000	12 741
	Autres produits	188 898	252 565
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		2 598 886	2 553 082
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	2 321 054	1 958 855
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés		
	Salaires et traitements		
	Charges sociales		
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	8 155	8 155
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	36 500	90 000
	Autres charges	403 623	442 063
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		2 769 333	2 499 074
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-170 446	54 007

Compte de résultat

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	67 992	59 718
	Autres intérêts et produits assimilés	2 875	2 844
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	29 836	28 436
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	100 703	90 999
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
	2. Résultat financier (III-IV)	100 703	90 999
	3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)	-69 743	145 007
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	273 437	
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	273 437	
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	3 770	
	Sur opérations en capital	219 480	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	223 250	
	4. Résultat exceptionnel (V-VI)	50 186	
	Participation des salariés aux résultats VII		
	Impôts sur les bénéfices VIII	2 185	3 480
	Total des produits (I + III + V)	2 973 027	2 644 081
	Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 994 769	2 502 554
	EXCÉDENT OU DÉFICIT	-21 741	141 527
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
	Dons en nature		
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
	Total		
Charges des contributions volontaires en nature			
	Secours en nature		
	Mises à disposition gratuite de biens		
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole		
	Total		

Informations générales

Présentation de l'entité

L'UIMM 35-56 a pour objet l'étude et la défense des droits et des intérêts économiques industriels et commerciaux, ainsi que des intérêts moraux tant collectifs qu'individuels de ses adhérents.

Elle peut exercer tous les droits prévus aux articles L.411.10 et suivants du Code du Travail et notamment acquérir à titre gratuit ou onéreux des biens meubles ou des immeubles.

Elle peut spécialement, conformément à l'Article L.411.21 du Code du Travail, adhérer à toute union de syndicats constituée dans les termes de la loi pour l'étude et la défense des intérêts professionnels généraux.

L'UIMM 35-56 est un syndicat professionnel piloté par des chefs d'entreprises. Elle représente et apporte des services aux entreprises relevant des industries et des métiers de la Métallurgie, quelle que soient leur taille, leur statut juridique et leur spécialité (Automobile, navale, aéronautique, ferroviaire, biens d'équipements, mécanique, chaudronnerie, électronique...). L'UIMM 35 – 56 fait partie d'un réseau avec l'UIMM, l'Union des syndicats au niveau national.

L'UIMM 35-56 rassemble 317 entreprises adhérentes dont 80% ont un effectif inférieur à 50 salariés. Ces entreprises emploient 24 500 salariés soit 82% des salariés sous convention collective de la métallurgie dans les deux départements. L'UIMM 35-56 est adhérente à l'UIMM Bretagne, l'UIMM nationale et aux MEDEF 35 et 56, le réseau syndical interprofessionnel.

Faits caractéristiques de l'exercice

L'association a cédé ses participations dans VIA INDUSTRIES, pour un prix de cession de 273 K€, générant une plus value de 54 K€.

Evénements postérieurs à la clôture

A notre connaissance, aucun événement postérieur pouvant avoir un impact significatif sur les comptes de l'exercice n'est à signaler.

Annexe aux comptes annuels

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Principes généraux

L'entité a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 et règlements modificatifs suivants relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Méthodes d'évaluation

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition sont rattachés au coût d'acquisition.

Annexe aux comptes annuels

2. Immobilisations financières

Participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés sont inscrits à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

Les titres de participation et les autres titres immobilisés font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'utilité apparaît inférieure à leur valeur comptable. La valeur d'utilité est appréciée en utilisant plusieurs critères et notamment les capitaux propres, des multiples d'excédent brut d'exploitation, les perspectives de développement et de rentabilité.

Créances rattachées à des participations

Les créances rattachées sont valorisées à leur valeur nominale et sont éventuellement dépréciées, en lien avec l'analyse réalisée sur les titres de participation, pour tenir compte des risques de non-recouvrement auxquels elles sont susceptibles de donner lieu d'après les informations connues à la date de clôture des comptes.

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont évaluées à leur valeur nominale.

Annexe aux comptes annuels

3. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Le cas échéant, les créances sont dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

4. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Elles ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte :

- pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice,
- pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

Les disponibilités en caisse ou en banque ont été évaluées à leur valeur nominale.

5. Provisions

Les provisions nées ou encore existantes à la clôture de l'exercice sont comptabilisées lorsqu'il est probable qu'elles généreront une sortie de ressources sans contrepartie et si elles peuvent fait l'objet d'une estimation fiable.

Annexe aux comptes annuels

Informations relatives aux postes du bilan

Actif immobilisé

1. État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorpo	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	176 953	-	-	-	176 953
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	2 460	-	-	-	2 460
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	179 412	-	-	-	179 412
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	524 286	15 000	219 480	-	319 806
	Prêts et autres immo. financières	138 000	265 000	-	-	403 000
	Total IV	662 286	280 000	219 480	-	722 806
TOTAL GÉNÉRAL		841 698	280 000	219 480	-	902 218

Annexe aux comptes annuels

2. Amortissements de l'actif immobilisé

	Immobilisations	Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	164 558	8 155	-	172 714
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	2 460	-	-	2 460
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL		167 018	8 155	-	175 174

3. Informations relatives aux filiales et participations

A. Renseignements détaillés concernant les filiales et participations

		Capital	Quote-part détenue (%)	Valeur brute des titres	Chiffre d'affaires	Prêts et avances
Filiales (+ de 50 % du capital détenu)		Autres capitaux propres	Dividendes encaissés	Valeur nette des titres	Résultat net	Cautions
1	IMMO INTERPRO	881 600	30%	274 408	319 426	
		784 671		274 408	881 165	
2	FABRIK EMPLOI			15 000		303 000
				15 000		
3	FABRIK SERVICES			15 000		100 000
				15 000		

Annexe aux comptes annuels

Actif Circulant

État des échéances des créances

	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Actif circulant			
Créances clients	189 049	189 049	-
Autres créances	394 219	394 219	-
Charges constatées d'avances	-	-	-
TOTAL	583 268	583 268	

Produits à recevoir

Autres produits

Subventions à recevoir	205 699
Intérêts courus bancaires	1 627

Annexe aux comptes annuels

Fonds propres

1. Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	166 160	-	-	-	166 160
Fonds propres avec droit de reprise		-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-		-	-	-
Réserves	2 387 486	141 527	-	-	2 529 013
Report à nouveau	-	-	-	-	-
Excédent ou déficit de l'exercice	141 527	0	-	-163 269	-21 742
TOTAL	2 695 173	141 527	-	-163 269	2 673 431

État des échéances des dettes

	Montant	A un an au plus	A + d'un an et 5 ans au +	A + de 5 ans
	brut			
Dettes				
Fournisseurs et rattachées	272 182	272 182	-	
Dettes fiscales et sociales	2 821	2 821	-	
Autres dettes	134 443	134 443	-	
Produits constatés d'avances	2 360	2 360		
TOTAL	411 805	411 805		

Annexe aux comptes annuels

Charges à payer

Autres charges

Fournisseurs, factures à recevoir	272 182
Divers	131 142

Produits constatés d'avance

Nature	Exploitation	Financier	Exceptionnel
PCA	2 360		

Fonds reportés et fonds dédiés

Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ».

	A l'ouverture de l'exercice (19)	Reports (689)	Utilisation (789)		Transferts	A la clôture de l'exercice (19)	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions	90 000	36 500	90 000			36 500	

Annexe aux comptes annuels

Ventilation des produits d'exploitation

Nature	Détail	Montant	TOTAL
Prestations	CQPM & CERTIFICATION	143 000	143 000
Subventions	SUBVENTIONS UIMM BRETAGNE FORMATION	45 000	319 380
	SUBVENTIONS ISB FUSIONS	100 000	
	SUBVENTIONS UIMM TERRITORIALES	124 380	
	SUBVENTIONS DIVERSES	50 000	
Cotisations	COT. ADH. ILLE ET VILAINE	1 225 561	1 845 814
	COT. ADH. MORBIHAN	528 025	
	COTISATIONS MC	36 540	
	ADHESION COTISATIONS	0	
	COT EX ANT DEPT 35	55 269	
	COT EX ANT DEPT 56	418	
	COTIS MA EX ANT	0	
DIVERS	REFACTURATION ASP	129 271	200 693
	REFACTURATIONS FABRIK SERVICES	51 744	
	AUTRE PRODUITS DE GESTION	19 678	
Total		2 508 886	2 508 886

Les cotisations réglées jusqu'au 31/01/2025 sont incluses dans les produits 2024.